



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**



Madrid, le 19 mai 2010
9956/10
PRESSE 132

**Sommet Union européenne - Communauté andine
(Madrid, 19 mai 2010)
Communiqué conjoint**

1. À l'occasion du sixième sommet entre l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Union européenne, qui s'est tenu à Madrid, les chefs d'État des pays membres de la Communauté andine, le président de la Bolivie, Evo Morales, le président de la Colombie, Álvaro Uribe, le président de l'Équateur, Rafael Correa, et le président du Pérou, Alan García, accompagnés du représentant du Secrétariat général de la Communauté andine, Adalid Contreras, ont tenu une réunion de travail avec l'Union européenne, représentée par Herman Van Rompuy, président du Conseil européen, et José Manuel Durão Barroso, président de la Commission européenne, en présence du président du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, qui assure la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne.
2. Les mandataires ont examiné l'état des relations entre l'Union européenne et la Communauté andine et ont noté que celles-ci étaient tout à fait satisfaisantes. En particulier, ils se sont félicités de la récente réunion du comité conjoint de l'UE et de la Communauté andine.

P R E S S E

3. Les mandataires ont débattu des résultats de la conférence de Copenhague sur le changement climatique et de l'avenir des négociations dans ce domaine. À cet égard, ils ont fait observer que celles-ci devaient continuer à se tenir dans le cadre et conformément à la procédure prévus par la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et le protocole de Kyoto. Ils ont estimé que la réunion qui se tiendra au Mexique en novembre 2010 devait impérativement aboutir, grâce à un processus de négociation transparent, ouvert à tous et se déroulant dans un climat de confiance mutuelle, à des décisions débouchant sur un résultat global, ambitieux et produisant des effets juridiques pour la lutte contre le changement climatique.

Sans préjudice de leurs politiques nationales en matière d'hydrocarbures et de lutte contre le changement climatique, ils ont exprimé leur soutien à l'initiative Yasuni ITT, présentée par l'Équateur, considérant qu'il s'agit d'une mesure volontaire efficace permettant de lutter contre le changement climatique et d'assurer la conservation de l'une des zones où la biodiversité est la plus grande au monde.

Le président bolivien a présenté les résultats de la conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la terre mère, qui s'est tenue à Cochabamba du 20 au 22 avril 2010, et il a invité les autres mandataires à tenir compte de ses recommandations et à en assurer le suivi.

D'autre part, les participants ont pris note du dialogue en faveur de l'action progressive (Diálogo para la Acción Progresiva), qui s'est tenu à Cartagena, du 24 au 26 mars 2010, ainsi que du dialogue ALC-UE, qui a eu lieu à Lima les 26 et 27 avril 2010.

Enfin, la Communauté andine a présenté un bilan des résultats positifs obtenus dans la région dans le cadre de la mise en œuvre de l'agenda environnemental andin et l'Union européenne a indiqué que le changement climatique serait l'un des domaines prioritaires de sa coopération future avec la Communauté andine.

4. Les participants ont également confirmé leur détermination à insuffler une plus grande impulsion politique au dialogue entre les deux régions afin de lutter contre le problème mondial de la drogue, conformément au principe de la responsabilité commune et partagée, en renforçant le dialogue spécialisé de haut niveau sur la drogue entre l'UE et la Communauté andine, mécanisme de dialogue et de coopération existant entre les deux régions dans ce domaine. Dans ce contexte, ils se sont engagés à organiser, au deuxième semestre 2010, la XI^{ème} réunion de ce mécanisme. À cet égard, ils ont souligné qu'il était important de s'attaquer de manière coordonnée au problème mondial de la drogue, en adoptant une approche globale et équilibrée, pour une plus grande efficacité. Ils ont attiré l'attention sur les projets régionaux adoptés avec le soutien financier de l'Union européenne, qui permettront de poursuivre la mise en œuvre du Plan andin de lutte contre les drogues illicites et les délits connexes et de la stratégie andine de développement alternatif, global et durable, dans le respect des politiques nationales.

5. Enfin, les mandataires ont insisté sur les solides liens historiques, culturels et sociaux qui existent entre les pays de la Communauté andine et l'UE; ils se sont déclarés satisfaits du lancement du dialogue structuré et global entre l'Amérique latine et les Caraïbes et l'UE en matière de migrations ainsi que des progrès accomplis dans ce cadre; ils ont insisté sur la nécessité de renforcer cet espace d'échanges sous l'angle d'un engagement politique et ont exprimé leur attachement à la réalisation des objectifs fixés en la matière. Ils ont rappelé la contribution positive qu'apportent les migrants au développement économique et socioculturel des sociétés de destination et d'origine. Les mandataires ont affirmé une nouvelle fois qu'il était important de poursuivre les travaux dans les domaines d'intérêt commun pour ce qui est des migrations, s'agissant des points ayant fait l'objet d'un accord dans le cadre du dialogue, en vue de traiter ensemble des questions de migrations dans le plein respect des droits fondamentaux des migrants.
-